

## Les pays pauvres non pollueurs vont-ils financer l'organisation de la COP 21 ?

Leslie Varenne

05 septembre, 2015

Notes d'actualité

Après son entretien avec le Président congolais, le 7 juillet à l'Elysée, François Hollande a : « *salué la mobilisation de la République du Congo en faveur du succès de la Conférence de Paris sur le climat* ». Mais de quelle manière Sassou Nguesso s'est-il donc mobilisé pour être ainsi salué ?

Selon des informations recueillies par IVERIS, le Président congolais s'est engagé à financer une partie de l'organisation de la "grande Conférence" sur le climat. Par ce geste philanthropique, Sassou Nguesso, au pouvoir depuis 1997, cherche surtout à obtenir la bienveillante neutralité de la France pour changer la constitution afin de pouvoir se représenter aux élections présidentielles de 2016. Le Président congolais sera-t-il le seul à mettre la main au portefeuille pour aider la France « *à réussir Paris* »? Anne Hidalgo, en tant que maire de la capitale, est très investie dans l'organisation de la "grande Conférence". Elle est actuellement en tournée en Afrique Centrale, le 3 septembre à Kinshasa, le 4 à Brazzaville, le 5 à Libreville pour, entre autres festivités, « *travailler à la coordination des villes contre le changement climatique en vue de la COP21* »... Ministre du Développement durable, Ségolène Royal, est, elle aussi, très investie pour le succès de cet événement planétaire ; elle s'est rendue à Libreville du 28 au 30 août et a eu un entretien avec le Président Ali Bongo.

Est-ce que les Présidents Bongo et Kabila se sont eux aussi engagés à participer, à leur manière, à la réussite de Paris ? Toujours est-il que le financement de la COP 21 pose problème. Le 31 août dernier, l'organisateur des COP, la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) déclarait ne pas avoir assez d'argent pour financer la COP21. La France répliquait que le déficit de 1,2 millions d'euros évoqué par les Nations Unies concernait « *le budget et le trust fund de la CCNUCC et non le budget pour l'organisation de la COP21 financé par la France* ». En effet, la CCNUCC finance la venue des délégations et les sessions de négociations et le pays hôte s'acquitte de tous les frais de logistique. Faut-il donc comprendre que le gouvernement n'a pas de problème pour payer la part à sa charge pour l'organisation de l'événement ? Le budget prévu est de 170 millions, selon Pierre-Henri Guignard, Secrétaire général de la COP 21. A combien se monte le budget de l'opération pour le CCNUCC ? Pour l'instant, ni la COP 21, ni le Quai d'Orsay, ni les Nations Unies n'ont répondu à nos questions.

Il manque donc 1,2 million pour Paris, mais à Paris, il faudra trouver 100 milliards, comme François Hollande l'a rappelé lors de la conférence des ambassadeurs : « *Si nous voulons réussir Paris, il faudra des engagements politiques, mais il faudra aussi des financements - cent milliards de dollars pour 2020, c'était déjà une promesse qui n'a pas été tenue. C'est maintenant une obligation : sans les 100 milliards, il n'y aura pas d'accord à Paris* ». Ces milliards devront abonder le Fonds vert climat. Jusqu'à présent ce fonds, créé en 2009 et logé en Corée du Sud, n'a pu récolter que 10 milliards de dollars sur les 100 prévus, il reste donc à en trouver 90 ! Mais à quoi sert ce Fonds vert ? Il a pour objectif de transférer des fonds des pays industrialisés, donc pollueurs, vers les pays en voie de développement ou émergents pour les aider à combattre les effets du changement climatique ou à investir dans les énergies dites propres. Au vu de l'agitation franco-africaine récente, les transferts de fonds semblent inversés.

Leslie Varenne, directrice de l'IVERIS

Downloaded from:

[http://iveris.eu/list/articles\\_dactualite/58-les\\_pays\\_pauvres\\_non\\_pollueurs\\_vontils\\_financer\\_lorganisation\\_de\\_la\\_cop\\_21\\_](http://iveris.eu/list/articles_dactualite/58-les_pays_pauvres_non_pollueurs_vontils_financer_lorganisation_de_la_cop_21_)